

Le bilan de la première COP amazonienne est mitigé, mais quelques succès ont toutefois été obtenus

Un accord au rabais à Belém

Environnement ► Près de 200 pays réunis au Brésil ont adopté samedi à la COP30 un accord a minima sur l'action climatique, sans plan de sortie des énergies fossiles, un résultat décevant pour l'Europe mais salué par d'autres en une année bouleversée par les rivalités géopolitiques. La conférence a produit des textes onusiens adoptés par consensus des pays, mais également des engagements volontaires, hors du processus de négociations.

Voici les principaux résultats, dont les trois premiers, les plus épineux, ont été adoptés dans un document baptisé «texte du mutirão», terme tiré d'un mot autochtone tupi-guarani signifiant «effort collectif» censé exprimer l'esprit des négociations promu par la présidence brésilienne.

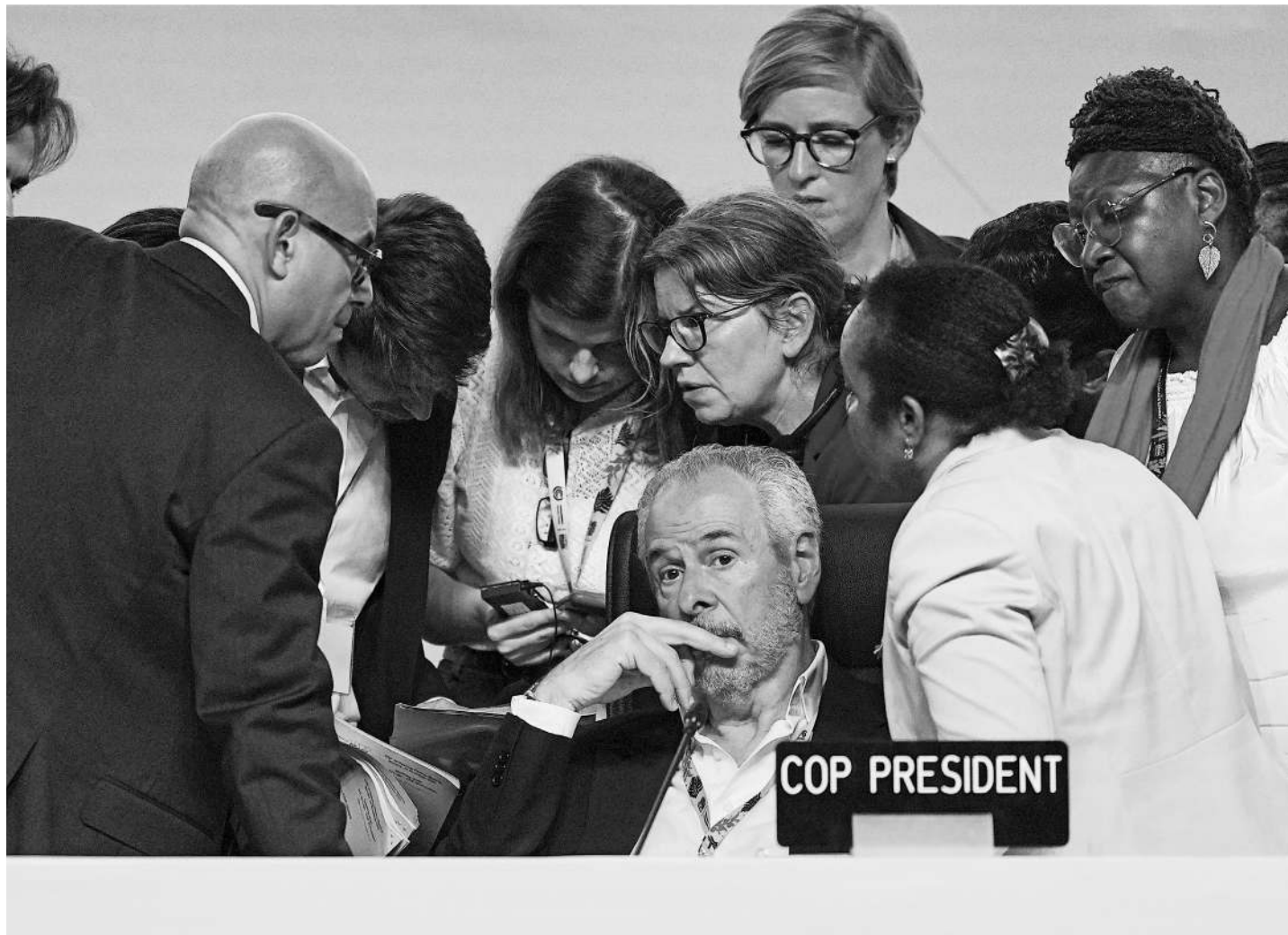
1 Abandonner les fossiles

La COP30 adopte le lancement d'une «initiative volontaire» pour les pays qui souhaitent collaborer pour une réduction accrue de leur pollution carbone afin de limiter le réchauffement climatique à +1,5°C par rapport au XIX^e siècle.

Malgré la pression de plus de 80 pays européens, latino-américains et insulaires, la conférence n'a pas adopté de «feuille de route» explicite de sortie des énergies fossiles. Le texte ne fait qu'une référence non explicite à l'engagement pris à la COP28 en 2023 d'abandonner à terme les énergies fossiles. Un rapport sur ces efforts, qui incluent deux «sessions d'informations» en juin et novembre 2026, doit être produit à la COP31.

2 Tripler l'aide financière

Le mutirão demande des «efforts pour au moins tripler» l'aide financière pour l'adaptation climatique des pays en développement à l'horizon 2035. Cela pourrait signifier un objectif de 120 milliards de dollars par an. Cet argent sert par exemple à relever les routes, renforcer les bâti-



La conférence des Nations unies sur le climat au Brésil s'est achevée samedi, après presque 20 heures de prolongation. Au centre, André Corrêa do Lago président de la COP30. KEYSTONE

ments contre les tempêtes ou aider les agricultures à se préparer aux sécheresses.

Au total, les pays développés ne se sont pas engagés à augmenter l'enveloppe globale

de leurs financements climatiques, soit un horizon de 300 milliards de dollars par an d'ici à 2035. Tout effort sur l'adaptation se fera à l'intérieur de cette enveloppe.

3 Les tensions commerciales

Pour la première fois, les tensions commerciales mondiales vont faire l'objet d'un «dialogue» pendant trois ans dans

l'enceinte des négociations climatiques. Cette nouveauté est la victoire politique qu'était venue chercher la Chine, qui tentait de longue date, avec d'autres pays émergents ex-

portateurs dont l'Inde, de contester aux COP les barrières commerciales environnementales, notamment la taxe carbone aux frontières de l'Union européenne.

Cette nouveauté est la victoire politique qu'était venue chercher la Chine

4 Fonds pour les forêts

Hors des décisions officielles de la COP, le Brésil a lancé un fonds d'un nouveau genre pour protéger les forêts: il sera investi sur les marchés et les gains serviront à rémunérer les contributeurs et les pays en développement, selon le nombre d'hectares de forêts effectivement protégées.

Il a recueilli environ 5,5 milliards de dollars d'engagements de contributions initiales, plus ou moins étalées sur les prochaines années, et selon des conditions diverses selon les pays contributeurs que sont le Brésil, la Norvège, l'Allemagne, l'Indonésie, la France et le Portugal. A terme, le Brésil souhaite lever 125 milliards de dollars.

5 Méthane, carburants durables

Plusieurs engagements volontaires de pays ont vu le jour concernant le méthane, deuxième plus important gaz à effet de serre après le CO₂, le quadruplement des «carburants durables», ou encore le charbon, avec l'annonce par la Corée du Sud de son élimination progressive dans ses centrales électriques. ATS

La Suisse voulait des mesures plus ambitieuses

L'ambassadeur suisse pour l'environnement Felix Wertli tire un bilan mitigé du Sommet mondial sur le climat.

La Suisse aurait voulu des mesures plus ambitieuses, «c'était une conférence des petits pas», a déclaré Felix Wertli. L'ambassadeur suisse pour l'environnement estime que l'adoption d'une «base volontaire» et non d'une feuille de route explicite sur l'abandon des énergies fossiles est «aussi une réponse, même si elle est moins concrète». En outre, le fait que des

représentants de près de 200 pays aient participé aux négociations malgré la situation géopolitique difficile doit, selon Felix Wertli, être considéré comme un succès.

Les organisations environnementales et humanitaires tirent également un bilan mitigé du Sommet sur le climat. WWF Suisse, Swissaid, Action de Carême et Alliance Sud critiquent des compromis insuffisants, notamment en matière d'abandon des énergies fossiles et de fi-

nancement climatique. Ils reconnaissent toutefois certains progrès, tels que le mécanisme pour une «transition juste».

Les organisations exigent que le Conseil fédéral assume désormais ses responsabilités.

Le ministre de l'Environnement Albert Rösti a signé à Belém un accord climatique visant à réduire les émissions de CO₂ avec la Zambie et avec la Mongolie, a annoncé son département dimanche dans un communiqué.

CÉLINE ELBER, ATS